

"OUI, TERRA NOVA ET LA GAUCHE ONT JOUE LA CARTE IDENTITAIRE... MAIS UNIQUEMENT EN RÉACTION À LA STRATÉGIE SARKOZY"

Atlantico 11 mai 2012 Terra Nova

Les deux finalistes de la présidentielle ont placé la question identitaire au coeur de leur campagne. François Hollande après une note du think-tank Terra Nova ; Nicolas Sarkozy en suivant la stratégie élaborée par son conseiller Patrick Buisson. Pour le président de Terra Nova, la gauche, en récupérant cette thématique, se démarque d'une droite "intolérante".

On assiste à une recomposition du paysage politique qui se structure désormais sur les questions « culturelles »

Atlantico : Christophe Guilluy répondait à nos questions cette semaine. Il comparait les idées développées par le think tank de gauche que vous avez créé, Terra Nova, lors de la campagne présidentielle, à la stratégie développée par Patrick Buisson pour le candidat Sarkozy, soulignant que les deux camps insistaient essentiellement sur les questions identitaires. Que pensez-vous de ce rapprochement inattendu ?

Olivier Ferrand : Je pense comme Christophe Guilluy qu'on assiste aujourd'hui à une recomposition du paysage politique qui se structure moins exclusivement qu'auparavant sur les questions économiques et sociales, mais aussi désormais sur les questions « culturelles », identitaires (identité nationale, immigration, place de l'islam dans la République, etc).

Cette recomposition du vote est due pour l'essentiel au sarkozysme. Contrairement à ce qu'on entend souvent, ce qui est en jeu n'est pas la personne de Nicolas Sarkozy mais ses politiques. Le « sarkozysme » a provoqué un déplacement du centre de gravité de la droite de gouvernement. Celle-ci se situait historiquement au centre-droit (gaullisme social, UDF chrétienne démocrate). Elle s'est aujourd'hui radicalisée, notamment sur les questions identitaires, au point de se retrouver, sur ces questions, aux portes de l'extrême droite. Dans le même temps le néo-FN de Marine Le Pen s'est respectabilisé, au moins formellement. On assiste ainsi à une convergence entre une UMP radicalisée et un FN en voie de déghettoisation.

En parallèle, l'électorat centriste, notamment celui de culture chrétienne démocrate, pétri d'humanisme, n'a pas accepté les dérives « anti-humanistes » du sarkozysme et a fait sécession pour voter désormais avec la gauche. Le clivage traditionnel gauche-droite, structuré par les questions économiques et sociales, s'efface pour laisser la place à un nouveau clivage, défini à partir des questions identitaires : une opposition entre un arc progressiste (gauche + centre) face à un bloc « national » néoconservateur (UMP radicalisée + néo-FN). Dans cette recomposition, le camp progressiste est large, donc difficile à fédérer, mais majoritaire aujourd'hui dans la société française.

C'est communément admis, mais une étude de l'institut de sondages CSA réalisée le dimanche du second tour indique que 41% de l'électorat de François Bayrou au premier tour s'est reporté vers Nicolas Sarkozy au deuxième, malgré la campagne jugée « droitière » de l'entre deux tours de Nicolas Sarkozy. Ces 41% sont plus élevés que les 33% attendus dans les sondages avant le scrutin du deuxième tour...

Une étude Opinionway donne 60-40 en faveur d'Hollande. Quoi qu'il en soit, si vous regardez le vote centriste à grands traits, il représente une quinzaine de points, en gros l'électorat de Bayrou en 2007. Cet électorat se retrouve pour moitié avec François Hollande dès le premier tour. Et en gros la moitié de ce qui reste, parmi les votants, se reporte sur lui au second tour. Au total les trois-quarts de l'électorat centriste ont basculé avec la gauche.

Vous dites que le camp des socialistes et centristes est majoritaire dans la société française, mais l'écart au second tour entre François Hollande (51,6 %) et Nicolas Sarkozy (48,4%) est relativement faible. Si l'on tient compte de « l'anti-sarkozysme » en vigueur, peut-on, selon vous, imaginer que seule la personnalité de Nicolas Sarkozy ait pu faire pencher la balance ?

Non. Un électeur de droite – même agacé par Nicolas Sarkozy – finit toujours par voter à droite. Ce sont les clivages idéologiques de la campagne qui sont à prendre en compte. L'écart s'est resserré parce que la campagne de radicalisation de la droite, menée sous la houlette de Patrick Buisson, a porté ses fruits. Le taux de report de l'électorat FN du premier tour sur Nicolas Sarkozy au second atteint des sommets : 72% des exprimés (contre 28% pour Hollande) (NDLR : le chiffre de 72% cité par Olivier Ferrand n'est pas confirmé par l'ensemble des études d'opinion disponibles). Le bloc UMPFN est en voie de constitution. Du côté UMP, 67% des électeurs sont favorables à une alliance avec le FN. Le cordon sanitaire avec le FN est en train de tomber. Pour Buisson, c'est une « défaite à la Pyrrhus ».

Christophe Guilluy insiste sur le fait que la gauche Terra Nova a opté pour les thématiques « socio-culturelles » autant que Nicolas Sarkozy...

Je crois que la structuration a été lancée par Nicolas Sarkozy en polarisant sur les questions identitaires de manière massive. Cette stratégie avait déjà été suivie en 2007 et pendant tout son mandat. Il ne s'agit donc pas d'une stratégie de campagne de court terme, c'est une recomposition structurelle qu'a imposée le sarkozysme.

Que doivent faire la gauche et les progressistes sur ces questions identitaires ? Terra Nova préconise de ne pas reculer, de ne pas mettre la question sous le tapis ou, pire, de suivre le mouvement de droitisation. La gauche doit défendre ses valeurs. Parce que c'est juste : l'ouverture et la tolérance sont des valeurs qui font partie de l'ADN de la gauche et si la gauche, intimidée par le surplomb lepéniste, ne les défend pas, personne ne le fera à sa place. Si elle renonce, la France glissera dans le rejet de l'autre, « l'altérophobie ». Et aussi parce ce n'est pas une impasse politique. Sur les questions identitaires aujourd'hui en France, c'est UMPFN face au reste du monde. Ces questions sont clivantes mais elles fédèrent tous les humanistes, de la gauche de la gauche jusqu'au centre droit. Et les humanistes sont – encore – majoritaires dans ce pays.

Parce que la droite n'est pas tolérante ? Vous voulez dire que la droite est intrinsèquement injuste ?

La droite de gouvernement partage avec la gauche les mêmes valeurs « d'arrière plan », selon la formule du philosophe Paul Ricoeur : les valeurs de la République, que l'on retrouve dans le bloc de constitutionnalité – celles qui font que la France « fait société », que l'on accepte d'être gouverné par la droite quand on est de gauche, et réciproquement. Dans ce cadre commun, droite et

gauche défendent des politiques différentes, en fonction de valeurs politiques « de premier plan » différentes, mais tout aussi respectables. Le problème c'est que, sous l'effet des politiques « buissonnières », la droite se radicalise et se positionne, sur les questions identitaires, aux limites de la République. Le FN est un parti xénophobe et intolérant qui considère que « l'autre » est coupable de tous les maux. L'un des péchés du sarkozysme consiste à avoir joué là-dessus. Les dérapages racistes de trop nombreux ministres de Nicolas Sarkozy symbolisent cette dérive.

Comment expliquez-vous alors que près de la moitié de la population a voté à droite ? Est-ce à dire que près de 50% des Français sont intolérants ?

Non, mais le fossé se creuse. Le FN brocarde « l'UMP ». C'était vrai sous Chirac sans doute, rien n'est plus faux aujourd'hui. Le clivage entre le bloc UMP-FN et les progressistes n'a jamais été aussi grand. Deux France s'opposent. La radicalisation de l'UMP (droite populaire, droite « sociale » de Laurent Wauquiez...) a inoculé des virus idéologiques régressifs dans nos têtes. Les stratégies de bouc émissaire développées par Nicolas Sarkozy expliquent que le responsable de nos difficultés, c'est l'autre : l'immigré, le Français musulman, le jeune de banlieue, le fonctionnaire privilégié, l'assisté qui parasite la sécurité sociale... La crise économique crée la peur et la droite radicale joue sur ses peurs.

Qu'en est-il de valeurs telles que la préférence nationale ? Peut-on dans le contexte de mondialisation établir une distinction entre les personnes de nationalité française et les autres sans être xénophobe ?

Le rejet de l'autre sous toutes ses formes est une gangrène pour la République. Il mine la cohésion sociale. Quand on dit que l'islam n'est pas compatible avec la République alors que 7 millions de Français sont de culture musulmane – des Français, pas des étrangers que vous pourrez « ramener en bateau » comme le dit élégamment Chantal Brunel -, vous cassez la société française. Je vise ici le FN, mais je reproche à Nicolas Sarkozy d'avoir acclimaté une vision soft de « l'altérophobie » en jouant avec des stratégies de bouc-émissaires. Il y a dix ans on parlait de solidarité quand on évoquait la Sécurité sociale. Désormais, à cause de cette politique, on parle « d'assistanat ».

La campagne a fait naître l'idée qu'il y avait trop d'immigrés en France et que les flux migratoires étaient trop importants, alors que la réalité est inverse. 120 000 étrangers (et 60 000 étudiants) venus d'ailleurs entrent sur le territoire français chaque année. C'est l'équivalent de 0,15% de la population française. Or la moyenne des pays de l'OCDE correspond à 0,67%. La France se trouve à la 28^{ème} place des pays de l'OCDE, parmi les plus fermés, au niveau du Japon, pays insulaire particulièrement fermé à l'immigration. L'Allemagne est à 0,5%, le Royaume-Uni à 0,6%, l'Espagne à 0,8%. On se trouve donc à 5 fois moins d'immigration légale que nos grands partenaires occidentaux. La politique constante menée depuis 1974, droite et gauche confondues, de restriction de l'immigration a fonctionné. Vous me direz « et l'immigration illégale ? »...

... le candidat socialiste François Hollande en a lui-même parlé lors du débat d'entre deux tours. Faut-il y voir une évolution du PS sur la question de l'immigration ?

Qu'il faille lutter contre l'immigration illégale, c'est une évidence. Mais c'est ce que fait la France. Avec succès : pour ce que l'on peut en juger, il y a peu de sans

papiers en France, il n'y a aucune pression à la régularisation massive (contrairement à l'Espagne, l'Italie ou aux Etats-Unis), les demandeurs d'asile du calaisis n'ont qu'une hâte – quitter la France pour rejoindre le Royaume Uni... Il suffit de continuer les efforts entrepris. Mais ne disons pas que nous sommes menacés d'une invasion barbare car la réalité est inverse.

Le vrai problème est ailleurs : « Qu'est-ce qu'être Français ? ». On a des Français « de souche » comme on dit au FN et des Français issus de l'immigration plus ou moins récente, on a des musulmans et des catholiques, des noirs, des arabes et des blancs, mais tous sont Français.

La vraie question, selon vous, n'est donc pas la question des immigrés, mais des Français que l'on nomme « immigrés de 2^{ème} ou 3^{ème} génération ». Que faire pour le politique, notamment lorsqu'une partie d'entre eux peinent à se reconnaître comme Français ?

Certains peinent certes à se sentir intégrés à la République. Si l'on étudie par exemple les « stratégies de prénoms », on constate que la première génération d'immigrés en France avait des prénoms français, la deuxième des prénoms occidentaux mais pas français (souvent américains, issus des séries TV), et enfin la génération actuelle opte pour des prénoms qui rappellent souvent l'origine culturelle.

Il y a donc bien un problème d'intégration. Comme il y a un problème d'acceptation par les Français « de souche » : certains continuent à les dépeindre comme des « étrangers » alors qu'ils sont Français, parfois – excusez du peu - depuis trois générations... Ne blâmons ni les uns ni les autres. Les responsables, ce sont des politiques publiques défailtantes qui ont empêché l'intégration dans de bonnes conditions. Et des discours idéologiques altérophobes, qui dressent les uns contre les autres

En quoi consisterait une vraie politique d'intégration ?

Les immigrés qui sont venus travailler en France sous les Trente Glorieuses étaient considérés comme une main d'œuvre temporaire qui était censée rentrer chez elle une fois le travail terminé. A partir de 1974, quand l'économie a connu des difficultés, on a limité les flux migratoires tout en cherchant à faire partir les immigrés présents, d'abord en leur donnant de l'argent, puis en rendant leur séjour le plus désagréable possible pour essayer de les faire repartir. Mais, comme partout ailleurs dans les pays développés, ils ne sont pas repartis et ils sont devenus Français. En l'absence de politique d'intégration, puis à partir de 1974 avec le développement d'une politique anti-intégratrice, leur insertion dans la communauté française s'est faite dans des conditions difficiles.

Est-ce seulement la faute de la puissance publique française ou les immigrés ont-ils eux-aussi une part de responsabilité, une partie d'entre eux ne cherchant pas forcément à s'intégrer dans la société française ?

Parce que vous pensez qu'ils n'ont pas envie de s'intégrer ?

Si l'on suit l'évolution du nombre de personnes qui portent une burqa par exemple - qui concerne bien sûr un nombre infime de personnes, mais qui ne cesse d'augmenter - on peut y voir une façon d'affirmer sa différence par rapport à la culture française.

Le repli sur l'islam est effectivement une réaction aux difficultés d'intégration. Si vous n'avez pas accès à une identité nationale, vous recréez une identité de substitution autour de vous. L'absence de politique intégratrice depuis un demi-

siècle et le jeu malsain du FN et de ses suiveurs qui attisent ce qu'il y a de plus mauvais en nous, larejet des autres, attisent le mal être collectif.

Existe-t-il une ethnicisation du vote en France ? 93% des musulmans ont par exemple voté pour François Hollande au second tour, selon l'institut de sondages Opinion Way.

Ce score de 93%, ce n'est pas un vote ethnique mais un vote politique. C'est avant tout le rejet du sarkozysme. Pas étonnant : quand vous avez été stigmatisés pendant cinq ans, quand on vous a expliqué que l'islam n'est pas compatible avec la République, que les musulmans doivent rester « discrets » comme l'a dit Nadine Morano voire « repartir en bateau », qu'on a fait l'amalgame entre islam, islamisme et terrorisme, vous vous vengez le jour du vote. C'est le fait des Français musulmans, mais aussi des noirs (regardez les scores dans les départements d'outre mer), des quartiers populaires, des fonctionnaires, bref de tous ceux qu'on a jetés en pâture à la vindicte collective...

L'anti-sarkozysme est-il la seule raison de ce vote massif des musulmans pour François Hollande ?

C'est aussi une adhésion aux valeurs de la gauche : la tolérance, la volonté de défendre une identité nationale moderne, métissée. Et une adhésion à sa politique économique et sociale : les Français musulmans sont souvent issus des quartiers populaires.

Christophe Guilluy déclare également dans l'interview « si la droite a ciblé l'immigration musulmane, la gauche a fascisé Sarkozy et indirectement son électorat en sous entendant qu'il était xénophobe ». Que lui répondez-vous ?

Nicolas Sarkozy a radicalisé les positions de la droite sur les questions identitaires. C'est un fait. La gauche a souligné à juste titre cette radicalisation et appelé l'électorat humaniste du centre et du centre-droit à rejoindre le camp progressiste, car il n'a plus rien de commun avec le bloc UMPFN.

Vous disiez que Nicolas Sarkozy avait divisé le peuple français, mais le socialiste Axel Kahn ne le divise-t-il pas lui aussi lorsqu'il compare le rassemblement du candidat Sarkozy au Trocadero à Nuremberg ?

Il y a dans la campagne des moments où les mots dépassent la pensée. Ce n'était pas Nuremberg. Mais il ne faut pas nier qu'il y a une rupture structurelle du paysage politique français dont Nicolas Sarkozy est à l'origine, avec l'émergence d'un bloc UMPFN. En ce sens, Sarkozy a eu raison de parler d'élection historique.

Pour Christophe Guilluy le débat se déporte vers les questions identitaires parce que, selon lui, François Hollande comme Nicolas Sarkozy partagent l'essentiel des mêmes idées sur l'économie, étant tous les deux ouverts à la mondialisation et ayant tous les deux voté « oui » au Traité constitutionnel européen. Partagez-vous son analyse ?

Ce qui est juste, c'est que la France est en crise depuis trente ans et que ni la droite ni la gauche au gouvernement n'ont réussi à l'en sortir. La France a raté son entrée dans la mondialisation. Nos politiques économiques n'ont pas été efficaces. Mais la solution n'est pas celle fantasmagique du FN, c'est-à-dire de l'isolement. Se retirer de la mondialisation, ce serait la fin de la France d'un point de vue économique.

L'objectif, ce n'est pas de se retirer sur le mode « c'était mieux avant », c'est de réussir dans la mondialisation. Et il y a désormais deux stratégies économiques qui s'opposent, à droite et à gauche. L'une d'inspiration allemande mise sur la compétitivité-coûts ; c'est celle de la droite, je la juge inefficace et déflationniste. L'autre d'inspiration nordique mise sur la compétitivité-qualité via les investissements d'avenir ; c'est celle de la gauche qui considère qu'il faut investir dans la recherche, l'innovation industrielle, la formation. A la gauche au pouvoir de montrer maintenant que cette politique est efficace et peut nous sortir, enfin, de la crise.

Comment expliquez-vous que votre discours passe mal auprès des classes populaires qui préfèrent voter Marine Le Pen ?

Dans la crise économique actuelle, une partie des Français a peur du déclassement – peur de perdre son emploi, peur pour son mode de vie, peur pour l'avenir de ses enfants. Cette peur est légitime, notamment au sein des classes populaires : ce sont les prochains à « dévisser », eux qui vont subir les prochains coups de faux de la crise. Face à ce malaise bien réel, il y a deux solutions politiques. Celle, populiste, de la droite radicale : elle consiste à surfer sur les peurs en désignant des boucs émissaires et en prônant le repli identitaire. Et celle que doivent adopter les progressistes : ne pas verser dans la facilité populiste mais trouver des solutions économiques et sociales. Le FN est indexé sur la crise : il disparaîtra avec le retour de la prospérité collective.

EMMANUEL TERRAY : ETRE DE DROITE, C'EST AVOIR PEUR

Mathieu Deslandes | Journaliste 

L'anthropologue Emmanuel Terray, qui signe « Penser à droite », a enquêté sur la tribu dont les valeurs triomphent depuis plus de trente ans.

Emmanuel Terray est un grand nom de l'anthropologie française. C'est aussi un citoyen engagé, comme on dit, franchement à gauche. Il vient de publier un livre, « Penser à droite » (éd. Galilée), dont on a envie de souligner toutes les phrases.

En étudiant les écrits des grands penseurs de droite depuis la Révolution française, il a dégagé ce qui constitue leur socle commun, quelles que soient les époques, et quels que soient les « courants » et les traditions dans lesquels ils s'inscrivent.

Il nous aide à comprendre pourquoi l'immigration et l'islam sont des obsessions des hommes politiques de droite. Et pourquoi on peut être pauvre mais voter pour un candidat qui n'aide pas les pauvres.

Au terme de son enquête, il estime que la vision du monde « de droite » est aujourd'hui hégémonique – et que « François Hollande est un bon reflet » de cette domination. Entretien.

Rue89 : Vous avez entrepris de comprendre ce que c'est qu'être de droite. Comment ce sujet s'est-il imposé à vous ?

Emmanuel Terray : C'est venu de très loin : je suis d'une famille de droite classique républicaine. Au fur et à mesure que les années ont passé, il m'a semblé qu'il fallait prendre la mesure du fait que la moitié du monde ne pense pas comme moi ; et qu'on ne pouvait pas réduire ce fait à la simple défense d'intérêts matériels. D'autant que dans cette moitié qui ne pense pas comme moi, beaucoup de gens ont peu d'intérêts matériels à défendre.

Je voulais comprendre ce qui les amenait à défendre un ordre établi qui les traite relativement mal. Comme anthropologue, je me suis toujours efforcé de comprendre une société autre, une culture autre. Ce livre est le fruit d'un effort déployé pour comprendre la tribu de la droite.

C'est la même approche intellectuelle que quand vous partiez étudier des tribus en Côte d'Ivoire ?

J'ai travaillé dans des sociétés faites de lignages juxtaposés qui peuvent être très opposés les uns aux autres mais qui appartiennent tout de même à un même clan. Et quand un autre clan entre en scène, ces lignages savent toujours s'entendre.

On a un mécanisme du même genre dans la pensée de droite. Malgré son extrême diversité, la pensée de droite a toujours été capable de se réunifier quand l'adversaire se faisait menaçant.

Les historiens qui ont réfléchi sur la droite – à commencer par René Rémond, à continuer par Sirinelli et ses collaborateurs puis par Michel Winock – insistent toujours sur sa diversité. J'observe pour ma part une continuité indéniable dans le temps et une grande cohérence.

« L'ordre établi, c'est le point de départ »

Mais la droite se compose malgré tout de deux grandes familles : les tenants du libéralisme économique et ceux qui sont plutôt attachés au conservatisme social. Combien de temps cette cohabitation peut-elle encore durer ?

La tension entre les deux est un mécanisme constant dans l'histoire de la droite. La droite défend l'ordre établi. C'est le point de départ. Mais l'ordre établi change sous la pression des mouvements du monde. Par conséquent, la droite est confrontée à une échéance : ou bien nous restons fidèles à l'ordre établi tel que nous l'avons toujours défendu et nous tombons dans la réaction ; ou bien nous nous adaptons.

Vous avez une très belle transition de ce genre au début du XIXe siècle. Sous la Restauration, la droite aristocratique féodale souhaite que l'Ancien régime soit rétabli. Mais la société a changé, la révolution industrielle commence, les banques et l'argent prennent de l'importance.

Cette évolution pousse la droite légitimiste dans la réaction et c'est la droite orléaniste qui se place au cœur du jeu : ce sont les valeurs de Guizot et Louis-Phillippe qui l'emportent. L'argent.

Balzac décrit admirablement cette mutation : vous avez d'un côté la duchesse de Langeais et le comte de Montriveau, partisans de l'Ancien régime ; et de l'autre Rastignac, qui décide de s'adapter à la société telle qu'elle est devenue, qui va épouser la fille de l'usurier et se faire de l'argent.

On pourrait aussi prendre un exemple à la fin du XIXe siècle. La droite, jusque là, est résolument monarchiste. Vers 1880-1890, les plus lucides voient bien que la République est installée et qu'on ne reviendra pas à la monarchie. Et par conséquent, c'est le mécanisme du Ralliement. Dans l'Histoire, l'expression désigne le ralliement des catholiques mais ça va bien au-delà : la droite devient républicaine et ceux qui restent monarchistes versent dans la réaction.

Je me demande si on n'assiste pas au début d'une transition du même genre.

Si la mondialisation ultralibérale devient la règle définitive, si la droite classique s'accroche à ses positions, elle deviendra elle aussi réactionnaire par rapport à cette idéologie ultralibérale. Il y a une tension évidente entre les deux. Mais la

crise peut aussi freiner le triomphe de la mondialisation ultralibérale ; à ce moment-là, la droite républicaine classique retrouverait ses marques.

Sarkozy, « du côté du libéralisme »

Donc les tenants du conservatisme social retrouveraient une place centrale à droite ?

Oui. Si on regarde l'échiquier politique français, on voit bien que Sarkozy et Juppé, ce n'est pas la même chose. Or on ne peut pas dire que la tendance Juppé a définitivement perdu la bataille. La crise peut favoriser une envie de modération et de stabilité.

En lisant votre livre, je me suis demandé si Nicolas Sarkozy était vraiment de droite.

Il n'est pas de la droite classique. Les valeurs de la droite classique et celles des tenants du libéralisme économique s'opposent presque terme à terme : la stabilité, l'enracinement, la sécurité et le consensus d'un côté ; la mobilité, le nomadisme, le goût du risque et la compétition de l'autre. Sarkozy est du côté du libéralisme.

Ceci dit, cette distinction n'efface pas les fondamentaux : l'ordre, la hiérarchie, l'autorité, la priorité donnée au plus proche sur le lointain, restent constantes. L'idée d'égalité est rejetée par toutes les fractions de la droite – l'inégalité est même considérée comme un bienfait, un moteur de la compétition, donc de la croissance, de l'innovation.

A vous lire, le centriste Bayrou est de droite.

Sans aucun doute. Il est clairement d'une droite conservatrice, républicaine, d'influence chrétienne – ce qui est important à souligner, parce que ce n'est pas la règle générale.

Rien d'utopique chez Hollande

Et Hollande ? Si je me fie aux valeurs que vous énumérez, j'en tire la conclusion qu'il est aussi de droite.

Là les choses sont différentes. La droite et la gauche, c'est un couple antagoniste mais indissociable. Elles sont déterminées l'une par l'autre. C'est un couple qui s'affronte dans la bataille politique et la bataille des idées. Par conséquent, on en arrive à la question de l'hégémonie : qui est dominant dans la bataille des idées ?

Contrairement à ce qu'on pense souvent, la gauche était assez largement dominante jusqu'en 1970-75, pendant la période des Trente Glorieuses : elle était dominante sous sa forme interventionniste, keynésienne, progressiste.

Il y a eu une mutation en 1980 et depuis cette période, c'est la droite qui est hégémonique : c'est le triomphe des valeurs de l'individualisme, de la compétition, des inégalités. Et je pense que François Hollande est un bon reflet de cette hégémonie de la droite.

Je ne doute pas qu'il soit un homme de gauche du point de vue de ses appartenances sociales, de son enracinement, mais dans ce qu'il développe, si les valeurs de la gauche c'est l'innovation, l'invention, la prise de risque, le privilège de l'avenir sur le présent, on en est assez loin.

Il n'y a rien dans ce que nous propose François Hollande qui relève de près ou de loin de l'utopie. Or je pense que sans utopie, il n'y a pas vraiment de pensée de gauche.

François Hollande serait donc un homme qui défend des valeurs de droite !

Je dirais que c'est un homme de gauche qui subit très fort l'hégémonie de la droite. Ce n'est pas tout à fait la même chose.

Quid des écologistes ?

Il y a chez les écologistes un curieux mélange d'utopie futuriste et de nostalgie passéiste, sur le thème du retour à la nature, à la vie simple, etc. Cette identité multiple leur permet d'attirer beaucoup de suffrages – lorsqu'il n'y a pas d'enjeu réel, par exemple aux élections européennes et régionales. Quand les élections décisives (politiques) arrivent, c'est une autre affaire.

Mélenchon ou la gauche classique

Passons à Mélenchon.

Si les valeurs de la gauche, c'est le refus de l'ordre établi, la recherche de l'égalité, l'idée qu'il n'y a pas d'ordre sans justice, et que toute injustice est un désordre, indiscutablement, Mélenchon et le Front de Gauche sont les porteurs des valeurs de la gauche classique.

Vous allez voter pour lui ?

Vraisemblablement.

Vous disiez que la pensée de droite est hégémonique. Peut-on dire que la France est de droite ?

Votre question est difficile. Je suis frappé par la chose suivante : dans la mesure où elle privilégie l'ordre et la sécurité d'une part, le proche sur le lointain d'autre part, la pensée de droite a des assises sociologiques qui lui assurent une audience considérable.

Je pense à des gens qui n'ont pas beaucoup, et qui ne sont pas prêts à risquer ce pas beaucoup dans des aventures politiques incertaines, qui raisonnent selon l'adage « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras », « ne lâchons pas la proie pour l'ombre ».

C'est un point intéressant parce que historiquement, la droite s'est toujours méfiée du suffrage universel. Et puis la révolution de 1848 est arrivée et il y a eu les premières élections au suffrage universel masculin. Divine surprise : les monarchistes ont eu 500 sièges et les républicains, 200.

La droite a découvert que le suffrage universel, à condition qu'il soit bien balisé, à condition que le choix des candidats soit bien encadré, pouvait jouer en sa faveur.

D'autre part, la démocratie implique un effort, une dépense d'énergie, de temps. Quiconque a eu des responsabilités sait que c'est bien plus facile de décider soi-même et d'essayer de faire appliquer cette décision plutôt que de consulter cinquante personnes et discuter pendant des heures pour arriver à un avis commun. Or les gens ne sont pas spontanément portés à l'effort.

Il existe aussi, plus profondément, ce que Dostoïevski a appelé la peur de la liberté. J'ai été défenseur prud'hommes dans les années 70 à la CFDT. Dans notre idéologie, nous voulions une défense collective, participative. On voulait associer les gens qui venaient porter plainte à leur propre défense. On se heurtait à des résistances farouches. Je les entends encore :

« Monsieur, je remets mon sort entre vos mains, je vous fais une entière confiance. »

Ce recul face à la liberté et la responsabilité jouent très fort en faveur de la droite, qui fait une distinction fondamentale entre l'élite et la masse.

Staline, « un tempérament de droite »

Votre témoignage vient à l'appui des croyances des penseurs de droite qui considèrent l'homme comme plutôt mauvais et feignant s'il n'est pas contraint par la société.

Si on laisse la nature opérer, la force des choses jouer, la pensée de droite est effectivement validée. Les gens de gauche ont souvent tendance à sous-estimer l'effort et les prises de risque qu'ils demandent.

Mais alors, on naîtrait de droite et on pourrait éventuellement devenir de gauche sous certaines conditions ?

Je ne sais pas si on est de droite à l'état de nature. De mon point de vue, gauche et droite sont deux tempéraments symétriques.

Si vous n'aimez pas l'ordre établi, si vous ne craignez pas l'innovation, les risques, si vous êtes un peu parieur, ce tempérament vous conduit à être de gauche.

Si vous êtes davantage soucieux de sécurité, si vous craignez pour ce que vous avez, pour ce qui existe, si vous craignez l'arrivée de gens venus d'ailleurs, vous êtes de droite.

Prenez l'Union soviétique entre les deux guerres : vous voyez s'opposer des tempéraments de gauche et des tempéraments de droite. C'est Trotski, partisan de la révolution permanente, face à Staline, partisan de l'ordre, de la discipline, de la hiérarchie.

Dans le PC chinois actuel, c'est la même chose.

Quand Sarkozy est arrivé au pouvoir, l'UMP affirmait être devenue le parti du mouvement. Etes-vous d'accord avec cette revendication ?

Cette revendication relève de la formule du prince Tancrede dans « Le Guépard » :

« Il faut que tout change pour que tout reste pareil. »

Je crois que c'est le principe même de la politique de Sarkozy. L'idée est de sauver l'ordre établi dans ses fondamentaux avec ce qu'il contient d'inégalités, de toute puissance de l'argent ; mais de faire les mutations accélérées et cosmétiques qui permettront de sauver cet essentiel.

« On fait mine de craindre l'islam »

Pourquoi la droite est-elle obsédée par l'islam ?

L'islam nous est proposé comme un adversaire de substitution, car il faut toujours un adversaire, depuis que le communisme a disparu. On n'a pas assez noté que les Trente Glorieuses sont exactement contemporaines de la guerre froide.

Je suis convaincu que l'avènement de ce que Robert Castel a appelé la société salariale – une société de croissance, de plein emploi, de progrès du niveau de vie, de sécurisation des statuts pour les travailleurs – cette société construite par l'effort commun de l'aile réformiste du mouvement ouvrier et de la bourgeoisie éclairée, devait beaucoup à la pression extérieure exercée par l'aile communiste du mouvement ouvrier.

La première année que j'ai voté, en 1956, le Parti communiste faisait 26% des voix. C'était une alternative possible. A partir de 1980, la menace soviétique devenant de moins en moins crédible, le capitalisme s'est senti libéré de toute menace, d'où ce passage à l'hubris, à la démesure.

L'islam, aujourd'hui, ne met pas en cause le destin capitaliste. C'est un adversaire moins menaçant. Mais on fait mine de le craindre pour se souder contre quelque chose.

Comment les gens de droite ont-ils assisté aux révolutions arabes ?

Le printemps arabe a provoqué une petite dépression. Notre droite aurait été très désorientée si toutes les révolutions arabes avaient conduit à l'avènement de démocraties dans tout le monde arabe.

Mais les partis islamistes sont en train d'emporter la bataille politique aussi bien en Tunisie qu'en Egypte. La droite peut donc continuer à brandir la menace islamiste.

La droite va donc continuer à jouer avec le halal, les prières de rues...

Et les horaires des piscines, oui... Mais ce n'est pas uniquement pour avoir un ennemi. Cette attitude se rattache aussi à cette hostilité à l'étranger qui est une dimension importante de la pensée de droite.

La préférence nationale, pensée à droite

Pourquoi la droite est-elle si méfiante vis-à-vis de l'étranger ?

Elle ne voit pas les étrangers d'abord comme des humains. La pensée de droite déteste les catégories universelles. Vous trouverez quantité de penseurs de droite pour vous dire que l'humanité est une notion zoologique, sans contenu politique ni social, ni culturel.

Pour eux, ce qui existe, c'est les nations : certaines nous sont proches, d'autres lointaines. L'idée de préférence nationale, elle est formulée par le Front national, mais elle est au cœur de la pensée de droite.

C'est aussi lié à sa conception de l'ordre : l'ordre implique que ses éléments restent distincts, et que chacun reste à sa place.

Or si vous n'êtes pas dans une société d'apartheid, l'immigration apporte le risque d'hybridation, de mélange, de métissage, de confusion.

Et, par définition, un immigré c'est quelqu'un qui ne reste pas à sa place. Tout cela est donc contraire aux valeurs de la droite. L'instinct profond de la droite l'amène à être hostile à l'immigration.

Tout au long des XIXe et XXe siècles, la France a toujours extrêmement mal accueilli les étrangers d'où qu'ils viennent : elle a mal accueilli les Belges, les Italiens – rappelez-vous le pogrom d'Aigues-Mortes –, les Espagnols...

J'ai lu des journaux des années 30, qui expliquent que le catholicisme complètement fétichiste et fanatique des Polonais interdisait absolument leur intégration dans la République française laïque... Remplacez le catholicisme par l'islam, et vous aurez les peurs d'aujourd'hui.

Etre de droite, au fond, c'est avoir peur ?

Bien souvent, oui. Observez la pensée de Finkelkraut, vous retrouvez cette notion de forteresse assiégée : nous sommes entourés par les barbares, ils sont à nos portes, nous sommes menacés de déclin, de disparition... C'est un thème cardinal dans la pensée de droite depuis 1830.

Pendant la révolution de 1848, les barbares de l'époque, ce sont les Bretons, les Picards, les Auvergnats qui s'entassaient dans les faubourgs de Paris et comme ils ne parlent pas encore très bien français, car Jules Ferry n'est pas encore arrivé, ils sont réputés étrangers, ils menacent la civilisation bourgeoise parisienne.

Dans le livre de Louis Chevalier, « Classes laborieuses et classes dangereuses », vous trouvez des descriptions et des citations éloquentes sur le sujet. Il n'y a pas

grand-chose à changer entre les textes de cette période et ceux d'aujourd'hui : la civilisation disparaît, il n'y a plus de repères, la morale s'évanouit. C'est un thème constant de la pensée de droite, ce thème de la peur.

Dans la préface de « Lucien Leuwen », Stendhal a cette très belle formule :

« Adieu ami lecteur, essayez de ne pas passer votre vie à haïr et à avoir peur. »

On voit dans la campagne actuelle que la haine et la peur sont des moteurs fondamentaux pour les candidats de droite.

N'EN DÉPLAISE À EMMANUEL TERRAY
ET RUE 89, LES PEURS DE LA DROITE SONT AUSSI LEGITIMES
QUE CELLES DE LA GAUCHE

Chantal Delsol avril 2012 Chantal Delsol, née à Paris en 1947, est journaliste, philosophe, écrivain, et historienne des idées politiques.

Selon l'anthropologue Emmanuel Terray "être de droite, c'est avoir peur". Pour la philosophe Chantal Delsol, la peur est bonne conseillère, et nécessaire pour permettre le développement de connaissances et d'exigences morales.

"Quand c'est la gauche qui a peur, c'est chic et c'est vertueux, tandis que quand la droite a peur, c'est prolo et c'est fasciste

"Etre de droite, c'est avoir peur". C'est en tout cas ce qu'affirme l'anthropologue Emmanuel Terray dans une récente interview accordée à Rue89, pour la sortie de son dernier livre Penser à droite.

Le lecteur sera peut-être étonné, mais je ne conteste pas cette affirmation sommaire. Faut-il encore l'expliquer - parce qu'elle est lapidaire, mais surtout, parce qu'elle se veut un jugement - avoir peur, c'est louche, c'est le début de la discrimination !

Dans son livre L'éthique de responsabilité, Hans Jonas propose aux modernes l'idée d'une heuristique de la peur. Il s'agit de répondre aux défis écologiques et aux questions de la sauvegarde de la nature et de la terre. La peur, dit-il, est bonne conseillère, et même elle est une source morale (et il est vrai que l'indignation, assez proche, se trouve à l'origine des sentiments moraux). La peur peut permettre le développement de connaissances et d'exigences morales : ainsi de ces craintes que nous nourrissons pour la planète, et qui suscitent chez nous la conscience des limites au-delà desquelles nous ne devons pas faire n'importe quoi.

On ne peut pas dire, et loin s'en faut, que Hans Jonas serait un auteur de droite. Et justement, nous voyons tout un chœur d'auteurs de gauche qui, à propos de cette fameuse heuristique de la peur, font chorus pour louer la valeur de la peur au regard de la protection future de la planète.

Hé bien, je dirais que nous autres gens de droite utilisons l'heuristique de la peur en ce qui concerne l'homme. Nous pensons qu'on ne peut pas faire n'importe quoi avec l'homme, nous savons que décrire les limites que l'on peut enfreindre est très difficile, et donc nous comptons sur la peur. Seulement quand c'est la gauche qui a peur, c'est chic et c'est vertueux, tandis que quand la droite a peur, c'est prolo et c'est fasciste ! Il y a aussi qu'avoir peur pour la terre, c'est classe ! Tandis qu'avoir peur pour l'homme, c'est réactionnaire !

Peu importe. Nous y tenons. Nous n'avons pas envie de légitimer des sociétés qui font n'importe quoi avec l'homme. Comme il existe une écologie de la nature à respecter, il existe aussi une écologie humaine. Car enfin : l'homme serait-il le seul être de la nature à n'avoir pas de maison - oikos ? Autrement dit : à n'avoir pas d'environnement spécifique, pas de définition, pas de limite pour son devenir ? Il nous faudrait donc protéger la Nature en gros et en détail, de l'animal à la montagne, en respectant ses modes d'être, mais pour l'homme, il n'y aurait aucun mode d'être, nous pourrions au gré de notre volonté le refaire, le briser, le tordre, le rafistoler ?

Après l'effrayant XX^e siècle, au cours duquel tout était possible, nous nous rendons compte, parce qu'effrayés, que nous avons dû déranger un ordre. Mais lequel ? Nous ne le savons pas. Ainsi va-t-on chercher la peur comme seule alerte du danger. On ferait bien de ne pas ridiculiser la peur : en l'absence désormais de croyances communes sur les raisons et les fins, il ne reste plus pour tracer les limites que cette appréhension instinctive et constructive, dont parlait Jonas.

TERRA NOVA/BUISSON : POURQUOI LES STRATEGIES ELECTORALES DES CANDIDATS HOLLANDE ET SARKOZY ETAIENT LES BONNES MALGRE LES NOMBREUSES CRITIQUES

Atlantico Publié le 8 mai 2012

Christophe Guilluy est géographe. Chercheur auprès de collectivités locales et d'organismes publics, il est également le coauteur, avec Christophe Noyé, de *L'Atlas des nouvelles fractures sociales en France* (Autrement, 2004). Il a publié plus récemment *Fractures françaises* (Bourin, 2010).

Le candidat PS a visé l'électorat évoqué dans une fameuse note du think-tank Terra Nova. Le candidat UMP a suivi la stratégie élaborée par son conseiller Patrick Buisson. Tous deux ont placé la question identitaire au coeur de leur campagne. A juste titre tant cette thématique trouve un écho profond au sein de la France d'aujourd'hui.

Sarkozy et Hollande : deux choix stratégiques judicieux dans la course à l'Elysée Crédit

Atlantico : Vous avez étudié le vote en France en fonction des régions dans lesquelles vivent les électeurs. Quelle photographie sociologique de la France donnent les résultats de cette élection présidentielle ?

Christophe Guilluy : La vraie photographie de la France c'est le premier tour. Le second, c'est différent. Dans les urnes, effectivement, nous assistons à une victoire de Hollande et à un échec de Sarkozy. Mais ces résultats doivent être nuancés. Souvenons-nous qu'il y a un an Sarkozy était donné battu au premier tour et qu'il s'est finalement maintenu à un niveau élevé au premier tour, compte tenu de la performance de Marine Le Pen. Dès lors, et compte tenu de son bilan social, mais aussi en matière d'immigration et de sécurité, ainsi que de la puissance de l'anti-sarkozysme, le résultat est inespéré pour lui.

Sociologiquement, Nicolas Sarkozy perd car contrairement à 2007, il n'a pas su capter le vote populaire. Ces catégories lui font notamment payer son échec sur la question sociale mais aussi sur les thématiques immigration/sécurité. D'ailleurs, si au premier tour les catégories populaires, notamment les ouvriers, avaient plutôt choisi Marine Le Pen, dimanche dernier elles se sont plutôt portées vers Hollande (par anti-sarkozysme plus que par adhésion), l'abstention et/ou le vote blanc.

Le Nord-Pas-de-Calais est ainsi un exemple intéressant avec un taux d'abstention et de votes blancs très supérieur à la moyenne au second tour. Précisément, si l'on se penche sur le résultat des votes à Hénin Beaumont, bastion du FN : les votes blancs additionnés à l'abstention correspondent quasiment au score de François Hollande, avec 35% des inscrits.

Ces résultats illustrent la déception des milieux ouvriers et employés qui estiment ne pas avoir été entendus ni sur la question sociale, ni sur les thématiques identitaires. En fait, contrairement à ce que l'on dit, Sarkozy a pris en compte bien trop tard l'importance du ressentiment et la place des thématiques identitaires en milieu populaire.

Vous voulez dire que, malgré sa défaite, la « droitisation » de sa campagne était la bonne stratégie à mener ?

Le résultat du premier tour a validé cette stratégie. Sans cette stratégie, Nicolas Sarkozy aurait fait 20% au premier tour et 42-43% au second. Et puis que

pouvait-il faire ? Compte tenu de la situation sociale, il n'allait quand même pas faire une campagne sur son bilan ou le pouvoir d'achat ! Il n'allait pas non plus faire la même campagne que François Hollande ! On peut d'ailleurs noter que, malgré cette « droitisation », Sarkozy a capté tranquillement les voix de François Bayrou...

En fait, la « drôle de campagne » du 2^e tour s'explique par le fait que les deux qualifiés étaient des représentants de la « France du Oui » une France encore plus minoritaire aujourd'hui qu'en 2005. Les deux candidats étaient aussi les représentants de partis qui ont accompagné l'adaptation de la société française au libre-échange et à la mondialisation, que les classes populaires rejettent depuis des années.

Dans ce contexte, les deux candidats, qui ne proposent aucune véritable alternative économique et sociale à une France populaire fragilisée n'avaient d'autre solution que de cliver sur des thématiques d'ordre « socio-culturelles ». Or, s'il est évident que le camp sarkozyste est allé dans cette direction, on ne voit pas qu'en réalité la gauche a aussi fait ce choix, plus discrètement. On ne voit pas à ce titre à quel point la stratégie « Buisson » fait écho, et a contrario, à celle du think-tank Terra-Nova. Dans les deux cas, il s'agit d'opter pour le « socio-culturel ».

A gauche, la stratégie Terra Nova centrée sur les bobos-minorités-grandes agglomérations a été très critiquée dans son propre camp. Même chose à droite avec Buisson. Mais si l'on fait l'analyse sociologique du vote, ces deux stratégies très contestées sont celles qui ont le mieux fonctionné dans les deux camps ! François Hollande fait le plein en banlieue, dans les dom-toms, dans les grandes villes, chez les catégories diplômées, etc. Inversement, Sarkozy réalise ses meilleurs résultats dans les espaces ruraux.

En quoi cette élection présidentielle est-elle « la première du XXI^e siècle », selon l'expression de Nicolas Sarkozy ? En quoi raconte-t-elle la France du XXI^e siècle ?

Disons qu'il existe désormais un clivage socio-culturel gigantesque au sein de la France : 48,38% des électeurs se sont tout de même positionnés sur une thématique qu'on a dit « fasciste » et identitaire. C'est une nouveauté. L'évolution socio-culturelle du pays évolue vers un clivage de plus en plus marqué.

Surtout, il apparaît que cette dimension est désormais intégrée au discours politique. Si la droite a « cogné » très fort (je pense notamment aux sorties de Claude Guéant..), la gauche a aussi participé à cette ethnicisation du discours en fascisant Sarkozy. Les attaques d'Axel Kahn qui a déclaré dans l'entre-deux tours que la mobilisation autour de Nicolas Sarkozy au Trocadero c'était Nuremberg ou de Mélenchon qui traite Sarkozy de « petit blanc raciste » en sont une illustration. Si la droite a ciblé l'immigration musulmane, la gauche a fascisé Sarkozy et indirectement son électorat en sous entendant qu'il était xénophobe, blanc, etc.

Aujourd'hui, il existe une immense fracture sociale entre les classes populaires et dominantes, qu'elles soient de droite ou de gauche. Mais il se double d'une fracture culturelle à partir d'une nouvelle géographie sociale. La France périphérique rurale industrielle et périurbaine, celle des petites et moyennes villes, adhère plus volontiers aux thèses « lepeno-sarkozystes » tandis que la

France des grandes agglomérations constitue désormais des bastions de la gauche. Un clivage qui tend à se renforcer à chaque élection.

La France d'après sera travaillée par les questions sociales gigantesques mais aussi par une question identitaire. Le problème, c'est que ni la droite ni la gauche ne répondent à ces considérations sociales. D'ailleurs, dès le lendemain du vote, un sondage Ipsos montrait déjà que seuls 26% des gens pensent que « la situation va s'améliorer avec Hollande » ! Les Français font donc le constat que les questions sociales (chômage, pouvoir d'achat) ne seront pas résolues. Et la question socio-culturelle reste latente.

François Hollande semble prendre en compte cette nouvelle réalité. À ce titre il faut souligner le basculement idéologique en cours au sein du PS sur la question de l'immigration. Les nouvelles fractures françaises sont ainsi intégrées à la réflexion. On peut s'en rendre compte par exemple à l'occasion de son discours de victoire à Tulle dimanche où il a parlé « des banlieues ET des zones rurales ». C'est une petite révolution au PS, qu'avait déjà initiée Ségolène Royal en 2007.

Vous parlez de "fractures", vous dites "l'évolution socio-culturelle du pays évolue vers un clivage de plus en plus marqué", vous évoquez l'importance croissante de la "question identitaire"... A vous écoutez, la France va vers une guerre civile !

Non, disons que nous sommes plutôt dans une logique séparatiste, donc contraire à l'affrontement. Quand on commence à parler de guerre civile, cela empêche de porter tout diagnostic et de débattre. Nous n'en sommes pas là. Quelque chose est toutefois en place qui dépasse très largement les simples dynamiques de gauche ou de droite. C'est pourquoi l'évocation de mai 1981 à l'occasion de ce mois de mai 2012 me semble particulièrement hors sujet .